

Direction de la Jeunesse, de l'Éducation, de la Culture et des Sports

ACTES DU COLLOQUE :

« NEUJ PRO 2016 – 15^e Rencontres Nationales des Professionnels et Elus de la Jeunesse »

CONFÉRENCE 2

Espace public pour les jeunes : une égalité des genres ?

Intervenante :

Yves RAIBAUD, géographe

Edith MARUEJOULS, géographe et créatrice de l'ARObE (l'Atelier Recherche Observatoire Égalité)

Animatrice :

Audrey BAUDEAU, déléguée générale du CNAJEP

Audrey Baudeau, déléguée générale du CNAJEP : bonjour à toutes et à tous. Nous allons ouvrir cette première conférence du Neu'pro avec plaisir. Je suis Audrey Baudeau, déléguée générale du CNAJEP, comité pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire. Cette coordination regroupe 75 mouvements de jeunesse et d'éducation populaire que vous côtoyez nécessairement. Ce sont les centres sociaux, les MJC, les foyers de jeunes travailleurs, les Francas, les CMEA, la Ligue de l'enseignement... Nous travaillons sur les questions de politique jeunesse et sur les questions d'éducation populaire au niveau européen, national et en région avec nos homologues que vous connaissez probablement, les CRAJEP. Nous sommes coorganisateur du Neu'pro depuis des années. C'est un plaisir d'ouvrir cette première conférence dont le thème est : Espace public pour les jeunes : une égalité des genres ? Quand on pense espace public, est-ce la rue, le métro, le gymnase, les bibliothèques ? Comme il est construit, imaginé, permet-t-il, ne permet-il pas l'égalité des genres ? On va essayer d'approfondir ces questions.

Pour ce faire, nous accueillons deux géographes. C'est une très bonne idée parce que ce ne sont pas les voix qu'on entend tous les jours. Ce regard, à mon avis, va nous apporter pas mal de choses. Edith Maruejols est géographe du genre et directrice du bureau d'étude « L'atelier de recherche observatoire égalité ». Vous avez fait votre thèse de géographie sur « Mixité, égalité et genre dans les espaces du loisir des jeunes, pertinence d'un paradigme féministe » à l'université de Bordeaux-Montaigne. Vous avez été rattachée au CNRS. Et nous avons aussi Yves Raibaud qui est géographe, spécialiste de la géographie du genre, chargé de mission égalité homme/femme, chercheur au sein de l'unité passage du CNRS, maître de conférence à l'université Bordeaux-Montaigne, avec des thèmes de recherche sur genre et ville, les loisirs des jeunes, l'émasculinité et la géographie de la musique. Nos intervenants vont disposer de 20 à 25 minutes pour présenter leurs propos. Puis, je vous laisserai la parole.

Edith Maruejols, géographe et créatrice de l'ARobe (atelier de recherche observatoire égalité) : merci à Neu'Pro de m'avoir invitée pour parler de mes travaux universitaires et surtout de mes travaux en bureau d'étude. Je poursuis empiriquement l'ensemble des réflexions que j'ai amorcées lors de la thèse en travaillant directement avec des collectivités territoriales. Je vais vous présenter des résultats couplés sur la thèse que j'ai menée en Gironde et sur les travaux d'étude que j'ai menés l'année dernière à Aubervilliers en banlieue parisienne sur « Mixité, égalité et genre dans les espaces du loisir des jeunes » pilotée par la commune. Je vais vous présenter les constats et les pistes de préconisation sur ces questions. En effet, l'essentiel de mon travail se situe dans l'argumentaire professionnel, comment on accompagne une gouvernance municipale et la sensibilisation à la formation des professionnels de terrain.

Ma thèse est disponible sur internet. Elle a été codirigée par Yves Raibaud. Mon bureau d'étude s'appelle l'Arabe, atelier de recherche observatoire égalité. Une partie essentielle de mon travail accompagne l'association « Genre et ville » que vous trouverez aussi sur internet. C'est une plateforme de ressources et de recherche action sur les dynamiques de réponse aux appels d'offres. On collabore à Aubervilliers, Villiers-le-Bel. On entame un diagnostic à Brive la semaine prochaine sur ces questions. « Genre et ville » est une association qui intervient directement sur la question de l'espace public avec le panel de marche sensible et comment les jeunes filles, jeunes femmes et femmes se réapproprient l'espace public à travers le développement et l'écoute de leurs sens dans ces espaces-là, comment on vit, comment on respire, comment on se sent dans ces espaces-là et comment on peut créer des espaces qui permettront la mixité et une pratique ensemble, un partage de l'espace public.

De quoi parle-t-on quand on parle de mixité, égalité et genre dans les politiques publiques ? Je vais reprendre la question des stéréotypes. Aujourd'hui en France, la neutralisation du débat est essentiellement sur le fait qu'on ne parle que des stéréotypes. Est-il vraiment important que les filles fassent du foot ? Les cartables roses, les cartables bleus. Une société, même démocratique, peut accepter qu'il y ait deux groupes sociaux distincts par un panel de stéréotypes qui créent une société binaire dans laquelle on va immédiatement repérer qui appartient au groupe social des femmes et qui appartient au groupe social des hommes. Le stéréotype est l'accessoire, le vêtement physique. Le groupe social des femmes s'habille de cette manière-là, a ce type de coiffure, a ce type d'accessoire. Les sacs, le maquillage sont des formes de normalisation de l'identité sociale. Le stéréotype est aussi un vêtement social. Ce sont des comportements qui sont attribués. La question démocratique n'est pas problématique en ce sens-là. Pourquoi avons-nous besoin de nous distinguer ? Pourquoi n'avons-nous pas choisi de distinguer les petits des grands ? La question fondamentale de l'égalité filles/garçons, femmes/hommes est dans la hiérarchie des groupes sociaux de sexes ainsi constitués. Si on ne comprend pas ça, on ne peut pas lutter contre les stéréotypes ou comprendre pourquoi il est important de lutter contre les stéréotypes. La hiérarchie, c'est le sexisme. Force est de constater encore aujourd'hui, et je vais le montrer dans mes travaux, qu'appartenir au groupe social des garçons et des hommes est plus valorisé dans notre société. Ça ne veut pas dire que tous les hommes sont valorisés dans la société. On le voit à travers cette image que je vous propose : la question des stéréotypes sexués est la question de la hiérarchisation, c'est-à-dire quelle identité sociale on donne à ces deux groupes sociaux de sexe. On le voit rapidement. On a le body rose et le body bleu. Les bodys Petit bateau s'adressent aux enfants entre 0 et 18 mois, aux bébés. La question de l'identification est déjà là. Comme on ne peut pas savoir si le bébé est une fille ou un garçon, on lui met ce vêtement et on décline des adjectifs qui font la valeur sociale et sociétale. Les bébés filles portent un body sur lequel il est écrit : jolie, têtue, rigolote, douce, gourmande, coquette, amoureuse, mignonne, élégante et belle. Ces adjectifs ne mangent pas de pain. Ils n'ont pas de valeur sociétale sauf celle qui rapporte au corps, à l'identité. Têtu, c'est gênant. Le groupe social des bébés garçons doit être courageux, fort, fier, robuste, vaillant, rusé, habile, déterminé, espiègle et cool. Entre têtue et espiègle, il y a une finesse dans la définition. L'espièglerie relève d'une forme d'intelligence. Qu'est-ce qu'être un bébé fille ? Qu'est-ce qu'être un bébé garçon ? Qu'est-ce qu'être une petite fille ? Qu'est-ce qu'être un petit garçon ? Qu'est-ce qu'être une mère ? Qu'est-ce qu'être un père ? Qu'est-ce qu'être une travailleuse ? Qu'est-ce qu'être un travailleur ? Qu'est-ce qu'être une femme ? Qu'est-ce qu'être un homme ? Il y a une durabilité dans l'inscription des stéréotypes, de cette forme de sexisme. Les valeurs du groupe des hommes sont difficiles à tenir comme la fierté, la force, la vaillance. Ces valeurs sociétales vont être réinvesties dans le monde du travail et dans la valeur tout simplement humaine. On constate le paradigme. C'est le regard de la géographe ou du géographe sur l'objet d'étude. Ça va être par exemple des micro-objets. Je travaille sur les cours de récréation. Je travaille sur l'espace public comme l'organisation des city-stades, des skate-parcs à des petites échelles de quartier. Puis, on revient à la question sociétale, c'est-à-dire la place des femmes et des hommes dans l'espace citoyen, l'espace politique, l'espace familial et l'espace de travail. Le paradigme scientifique est de dire qu'il existerait une norme qui s'impose à toutes et à tous qui s'appelle les stéréotypes sexués, qui va créer deux groupes sociaux : le groupe social du sexe masculin et le groupe social du sexe féminin hiérarchisés par le sexisme. L'hypothèse de base est de dire que pour déconstruire les stéréotypes sexués la mixité est un outil. Le mélange filles/garçons et femmes/hommes permet d'appréhender de manière intime et individuelle la relation à l'autre et de travailler sur les similitudes, c'est-à-dire la capacité de se reconnaître en tant qu'être humain. C'est parce qu'on va éprouver ensemble une activité, jouer ensemble, partager l'espace qu'on va se rendre compte que des points nous rassemblent.

Le premier travail sur les questions éducatives et sur les questions des politiques jeunesse est de créer les conditions du mélange, un mélange qui va protéger les petites filles et les petits garçons pour

pouvoir partager dans ces espaces-là. Il faut partager et déconstruire le sexisme. En effet, se mélanger, ce n'est pas toujours partager. Pour cela, il faut mettre en place les conditions de l'égalité. La notion d'égalité dans notre démocratie, premier article de la constitution française, même la notion républicaine, doit être opérationnelle, c'est-à-dire qu'il y a une traduction politique. J'y travaille depuis des années. L'égalité est un projet politique et pas philosophique. Je rappelle que le contraire de l'égalité est l'inégalité. Ce n'est pas la différence. On peut être différents et égaux. On peut être semblables ou similaires comme il est possible pour les être humains de l'être. C'est quasiment impossible. Les différences sont aussi femme/femme et homme/homme. Chaque être humain est intrinsèquement différent de l'autre. L'égalité se mesure opérationnellement sur trois niveaux. C'est ce que j'appelle « j'ai le droit, je peux, je veux ». Pour arriver au « je veux », il faut que je puisse. Et en France, « j'ai le droit ». Le droit aujourd'hui est égalitaire entre les femmes et les hommes. C'est non seulement un droit, mais c'est une obligation pour les collectivités depuis la loi de Najat Vallaud-Belkacem du 4 août 2014. Il y a l'égalité redistributive de l'impôt, la justice sociale, un équipement, une politique égalitaire parce qu'elle redistribue l'impôt à égalité entre les femmes et les hommes, les filles et les garçons. C'est un principe de base. C'est une forme d'interrogation. Si on se rend compte que les équipements sont occupés à 90% par les hommes ou à 90% par les femmes, c'est plus rare mais ça peut arriver, il faut se poser la question de l'autre partie du public qui n'est pas touchée par cet équipement. Exemple concret très facile, l'hôpital public. Si demain, on fait une étude d'impact sur les hôpitaux publics, qu'on se rend compte qu'il y a 90% d'hommes, on peut se demander ce qu'il en est de la santé des femmes. Où vont-elles se faire soigner ? C'est pareil pour le loisir, c'est pareil pour la politique publique, c'est pareil pour l'espace public, c'est pareil pour l'espace politique. L'égal accès a été beaucoup galvaudé. Ce n'est pas parce que c'est ouvert que c'est égalitaire. La question de l'accès, c'est la question du libre choix. Si je suis une fille ou un garçon, ai-je les mêmes choix de pratiques sportives ? Force est de constater que non. En effet, une jeune fille qui veut pratiquer un sport peut se trouver devant un club omnisports où il n'y a pas de pratique féminine du sport qui l'intéresse. Donc, elle ne peut pas le choisir. La question de l'égalité de valeur est fondamentalement la question du sexisme. L'égalité de valeur, c'est aussi de choisir un club sportif masculin au lieu d'un club sportif féminin. C'est la question de la médiatisation, c'est la question de l'espace dédié aux pratiques des garçons et aux pratiques des filles.

Comment j'ai travaillé ? Je suis partie du paradigme : Y a-t-il un mélange dans les activités de loisirs des jeunes filles et des jeunes garçons, c'est-à-dire des espaces de mixité, de pratiques mixtes ? Y a-t-il l'égalité dans ces espaces-là, égale redistribution, égal accès, égale valeur ? J'ai travaillé sur des lectures monographiques, c'est-à-dire des lectures d'usage dans un premier temps. Combien de filles, combien de garçons ont participé au club omnisports dans une année complète de pratiques ? Combien de filles, combien de garçons sont allés dans les écoles de musique, les médiathèques, les écoles de danse ? Combien de filles, combien de garçons ont bénéficié des programmes et des équipements comme les maisons des jeunes, les espaces d'animation jeunesse ? J'ai aussi travaillé avec Yves l'observation des city-stades et les skate-parcs, ce qu'on appelle la pratique spontanée ou la pratique autodidacte. J'ai commencé à travailler sur les 8/18 ans. Mais mon cœur de travail est l'adolescence. Il s'agissait de voir à quel moment la rupture se joue. On passe d'une pratique mixte jusqu'à 12 ans à une pratique plus compétitive et performante. On distingue alors les clubs filles et les clubs garçons. Dans ma thèse, j'ai analysé les pratiques sportives et culturelles de 4 591 jeunes, filles et garçons, de 6 à 18 ans. Et j'ai analysé 15 707 journées enfant dans les équipements d'animation jeunesse. À Aubervilliers, j'ai étudié plus de 10 000 données statistiques. Aubervilliers a 80 000 habitants. Cette ville est en banlieue parisienne et l'ensemble de la ville est en quartier prioritaire politique de la ville. Dans ma thèse, j'ai comparé la lecture des données entre trois territoires semblables de la communauté urbaine bordelaise, dont un est qualifié de ville bourgeoise objectivement d'après les données de l'INSEE. On s'est rendu compte que la ségrégation des pratiques ou les stéréotypes de sexe appliqués aussi dans le loisir se jouent aussi dans les communes bourgeoises.

Je commence par les équipements jeunesse parce je trouve que c'est important d'en parler. Après on verra le sport, les équipements pour les activités artistiques et culturelles qui sont parents pauvres du loisir des jeunes. Il y a très peu d'activités de loisirs associatifs qui s'adressent aux jeunes filles et aux jeunes garçons sous l'aspect culturel. Dans les activités artistiques et culturelles, on retrouve l'école de danse et l'école de musique financées par la puissance publique. L'espace des maisons des jeunes est intéressant par son projet. On est au cœur de l'éducation populaire. Une maison des jeunes est d'abord une maison de la citoyenneté. C'est sa capacité à créer son projet, à prendre sa place dans l'espace public, à négocier ses budgets et à rendre visible sa jeunesse à travers ses projets. Au moment de l'adolescence, l'animateur et l'animatrice représentent l'autre adulte, qui n'est ni le parent, ni

l'enseignant, avec qui peuvent se développer des formes de discussion, de relation à l'autre qui sont essentielles dans l'accompagnement éducatif. Ça peut être aussi un débat. Les filles sont dans les ALSH. On a des fréquentations paritaires jusqu'à 10/11 ans, jusqu'en CM2. Lorsqu'on passe à un loisir mode de garde à un loisir pour soi, la maison des jeunes fait chuter la parité dans la fréquentation. Lorsqu'on s'intéresse aux activités des filles dans les maisons des jeunes, on constate, comme dans l'espace public, qu'elles ont des activités « légitimes et autorisées ». On va à la maison des jeunes pour pratiquer une activité. Là, c'est le hip-hop. Comme on est dans l'espace public, on a une mobilité d'usage. On y est pour pousser la poussette, faire les courses, aller chercher les enfants. Yves vous le montrera très bien. Si on prend la fréquentation de cette maison des jeunes sur une année, il n'y aura eu aucune fille présente le mercredi et après l'école dans l'accueil, c'est-à-dire la capacité spontanée d'occuper l'espace de cette maison des jeunes. Il n'y aura eu aucune fille sur l'accueil pendant les vacances scolaires et une fille pour les sorties vacances scolaires. Je vais vous montrer comment Aubervilliers a travaillé l'équipement. L'office municipal jeunesse d'Aubervilliers, l'OMJA, s'adresse aux 12/18 ans. Il est délégué aux structures jeunesse. Aubervilliers est une commune communiste depuis toujours. Elle travaille sur ces formes d'éducation populaire, de délégation du service public au monde associatif. L'OMJA a 60 ans. C'est énorme. C'est une des rares communes en France qui avait anticipé la question de la jeunesse. L'OMJA est resté masculin tant dans son management que dans ses adhérents. Il y a une dizaine d'années, l'OMJA s'est demandé pourquoi il n'y avait pas de filles dans ses structures à l'adolescence. Sa réaction, et c'est une préconisation sur laquelle on peut s'entendre, a été d'abord de rétablir la mixité dans les équipes. Les équipes sont aujourd'hui à parité à tous les niveaux de management. L'exemplarité du monde adulte pour les adolescentes et les adolescents est très importante. Aménager les structures autrement, on va en discuter tout à l'heure. Changer les logiques de fonctionnement, par exemple on passe du mode accueil à un mode projet qui attire les 15/18 ans et les filles. A l'office municipal jeunesse d'Aubervilliers, sur les 59 actions étudiées sous forme d'ateliers, on voit qu'on a plus de filles : 560 filles et 545 garçons. C'est le résultat de ces dix années de gouvernance par le genre au niveau des équipes. L'attrait des filles dans les structures se fait immédiatement par le binôme femme/homme dans les équipes. Ils n'ont pas de difficulté à faire venir les filles. C'est une des seules structures que j'ai étudiées au niveau national où il y a parité dans l'équipement. C'est même plus que la mixité. Mais, il ne suffit pas de regarder la fréquentation. Il faut aussi créer un indice de mixité, c'est-à-dire regarder si les actions qu'on propose sont mixtes ou pas. On a encore 60% d'actions qui sont non mixtes dans les ateliers. 43% du budget sont dédiés aux actions mixtes. Il y a 60% d'actions non mixtes, mais il y a un effort sur le type d'ateliers. Il y a encore 79% des ateliers qui ont été accompagnés par une équipe non mixte. C'est biaisé dans le sens où, souvent, il n'y a qu'une seule personne qui accompagne ces ateliers. J'ai étudié l'influence de la non mixité de l'équipe sur la mixité du groupe. On se rend compte qu'un homme peut accompagner un groupe de filles ou un groupe mixte et inversement une femme aussi. Il y a une mixité visible dans les équipes. On a travaillé avec eux la division sexuée du travail en animation pour que les femmes puissent accompagner des animations dites masculines, par exemple sportives à l'extérieur, et inversement les hommes des ateliers cuisine, danse pour changer l'image. L'OMAJ propose aussi des séjours en France et à l'étranger. Les filles ne représentent que 38% des départs en France. On dit souvent qu'on ne veut pas laisser partir les filles. Si, elles partent. Parfois, ce sont les activités en quartier qui sont davantage non mixtes, dans l'équipement légitimé de la pratique masculine ou captif. Mais elles partent en séjour. Elles ont été 90 à faire un séjour en France et 47 à l'étranger avec l'OMJA. Seul un séjour sur trois est mixte.

Le service des sports à Aubervilliers travaille depuis longtemps sur la pratique des filles. Il y a des résultats tout de suite. Ils ont des grandes championnes de boxe comme Sarah Ourahmoune qui est vice-championne olympique. Elle est médaillée d'argent. Elle est la première femme en France à pratiquer la boxe dans un club à l'époque où les combats féminins étaient interdits. Aujourd'hui, le club de boxe d'Aubervilliers accueille 60% de femmes. Malgré cette politique d'attrait des filles dans la pratique sportive, on va rester sur des sports de filles et des sports de garçons. Dans l'égal accès des 12/18 ans, quatre sports sont non mixtes féminins. Il y en a onze qui sont mixtes garçons. C'est la question de l'ouverture des choix. On ne parle même pas d'avoir une pratique ensemble. On parle de l'équilibre de la possibilité de pratiques. Je viens d'un colloque où on a travaillé les clichés sexistes dans le sport. Les chiffres n'évoluent pas dans la pratique sportive des femmes et des hommes au niveau national dans les sports de filles et sports de garçons. Pour les filles, on reste sur la gymnastique rythmique et sportive, la danse, le turling bâton, turling danse les majorettes. Les hommes ont un panel ouvert foot, rugby, tennis, les sports de combat comme le judo, etc. Aubervilliers, par rapport aux statistiques nationales, accueille 38% de pratique féminine, ce qui est beaucoup pour un club

omnisports. Mais sur le budget genré, sur la somme dédiée dans les subventions municipales à la pratique sportive des filles, on tombe à 26%. Ça pourrait être un budget paritaire. Quand on a une fréquentation inégalitaire, on peut se dire que le budget correspond au moins à la pratique des filles. La problématique du sport est la même partout, c'est la pratique en accès libre en équipements extérieurs, même gymnases ouverts. Aubervilliers dans les actions de proximité dans les quartiers sur de l'équipement sportif reste à moins de 30% de filles. Les filles sont toujours en deçà pour l'équipement ouvert. Pour le dispositif tonus service des sports, c'est de l'accompagnement ciblé, c'est-à-dire qu'on amène les groupes de filles dans les city-stades ou skate-parcs. Il y a un travail sur la mixité. On peut dévoyer cet équipement, on peut y faire pratiquer des jeunes filles et des femmes. Mais dès qu'on s'en va, il y a une réappropriation de cet espace par les garçons. On a du mal à faire changer l'image de ces équipements. J'étudie le sport par tranches d'âge 6/12, 12/18 puis pratiques adultes. Contrairement à ce qu'on dit, l'adolescence n'est pas le marqueur. C'est anticipé à l'école élémentaire. Il y a des sports de garçons et des sports de filles déjà inscrits à l'école élémentaire. Les conclusions de l'analyse statistique montrent qu'à Aubervilliers il y a quand même un résultat dans la fréquentation des équipements. Elle est paritaire dans les maisons des jeunes, dans les médiathèques, les écoles de musique. La parité ne veut pas dire la mixité. Il faut être vigilant. Il y a encore 60% d'actions menées par l'OMJA qui sont non mixtes et il y a des équipes d'accompagnement non mixtes. Il faut travailler sur cette question des binômes, même si c'est compliqué, et sur les champs occupés majoritairement par les garçons. Je travaille beaucoup dans le domaine de l'échec scolaire avec les PRE. Cette question touche aussi les filles en particulier dans ces quartiers où on va retrouver des populations femmes qui sont à 47% inactives au sens de l'INSEE, c'est-à-dire qu'une personne inactive est une personne qui ne cherche pas de travail. Elles ne sont pas au chômage. Une femme sur deux qui vit dans les quartiers populaires est inactive au sens de l'INSEE. Réussir à l'école est la question de la réussite sociale, la façon dont on masque l'échec d'orientation, l'échec des filles dans la réussite scolaire. Les garçons sont aussi très présents à la mission locale, en particulier dans le plan Ecoute santé jeunes. Cela pose aussi la question de la santé des jeunes filles à l'adolescence. Elles ne sont pas dans ces endroits-là. Classiquement, les domaines artistiques sont majoritairement féminins. Sur le paradigme posé « Y a-t-il égale redistribution ? Y a-t-il égal accès ? Y a-t-il égale valeur ? », la réponse est non. Il y a une inégalité dans la fréquentation des équipements qui se joue à deux tiers un tiers. Lorsqu'on décide de faire des activités non mixtes, c'est le cas dans le sport, mais aussi dans tout type d'activité, on finit par privilégier la pratique masculine. Ne pas faire jouer ensemble les filles et les garçons, c'est doubler les équipements, doubler les accompagnements d'équipements et on va privilégier la pratique des garçons performants ou des garçons turbulents. Ces maisons des jeunes sont des maisons de jeunes garçons. Il faut retravailler la question du projet. Où sont les filles à partir de l'entrée en 6^{ème} ? Elles ne sont pas au sport. Elles vont très peu à la musique et à la danse qui sont des loisirs qui subissent la question sociale. Tout le monde ne fait pas de la musique. Une école de musique c'est 100 pratiquants, un club de sport c'est 700. Dans mes études, les filles privilégient 5 fois plus une activité sportive qu'un choix d'activité culturelle. Ce n'est pas le domaine refuge des filles parce qu'il y a l'accessibilité à l'activité culturelle et aussi parce qu'elles aiment le sport. Les femmes sont plus de 60% entre 15 et 29 ans à pratiquer une activité sportive toutes les semaines. Ce n'est pas un refus de faire du sport. Elles décrochent ou on les fait décrocher de ces espaces. Et elles décrochent aussi de l'apprentissage de l'espace public. C'est la durabilité de la ségrégation. Elles n'apprennent pas. Elles désapprennent à prendre leur place dans l'espace public alors que les garçons apprennent. Ils apprennent à occuper l'espace central avec les city-stades et les skates-parcs. Ils apprennent à négocier des budgets. Ils apprennent à rencontrer des élus. Ils apprennent à développer des stratégies dans les espaces publics et les espaces de pouvoir. Les filles, non. Ensuite, on a la performativité du genre. Le stéréotype et le sexisme, l'entre-soi qu'il soit féminin ou masculin renforce la différenciation et le sexisme dans la pratique. Il y a des méthodes de l'approche intégrée de l'égalité. Comment fait-on ? C'est objectiver les données. Un espace mixte est un espace dans lequel on compte 7 garçons pour 3 filles ou 7 d'un sexe pour 3 d'un autre a minima. A Aubervilliers, un espace mixte est un espace où on compte 60% d'une catégorie pour 40% d'une autre. Ils sont allés au-delà. C'est le 6 pour 4, sinon on ne peut pas renverser le rapport de force et sinon on ne peut pas établir d'égalité de déconstruction des stéréotypes sexués dans le groupe. C'est ça la mixité. On commence à compter et on regarde ce qui se passe dans la construction des groupes. On observe comment ça s'organise. La sensibilisation est très importante aussi. Nous sommes toutes et tous démunis face à cette question, démunis sur le paradigme, démunis face à tous les discours qu'on entend, sur la neutralisation de cette question. Il faut passer une demi-journée à discuter ensemble. Comment fait-on pour intervenir ? Rapidement, on se pose des objectifs politiques, de projets éducatifs égalitaires dans la structure. C'est définir un projet de structure à travers cette question. Et c'est se

donner des objectifs que l'on va mesurer, par exemple atteindre la mixité active dans la fréquentation des actions et des équipements. C'est ce qu'a fait Aubervilliers. C'est possible. Et parfois, c'est exigé. On demande autant de filles que de garçons dans une activité. Il faut combattre le sexisme. Il faut travailler clairement sur cette question, la discuter avec les jeunes, apporter du débat, travailler l'éducation à la sexualité, le sentiment amoureux, la relation à l'autre, les relations au corps, etc.

A Aubervilliers, ils se sont rendu compte que, quand on entrait dans les maisons des jeunes, l'espace d'accueil était « immentissime ». Ils ont décidé de changer. Quand on entre, on voit des gamins et des gamines travailler dans un atelier sur un projet. Ils ont réduit les espaces d'accueil. Quand les garçons ont vu que les espaces projets dédiés étaient très importants dans la structure, ils se sont glissés dans les projets, même dans un atelier cuisine. Il y a la question des toilettes. Dans notre pays, on en est encore à la problématique des toilettes. C'est du confort pour tous. Il faut aussi penser à l'accompagnement de cet équipement. Il y a les campagnes d'affichage public sur le harcèlement et comment travailler l'égalité des filles et des garçons dans l'espace public.

Audrey Baudeau, déléguée générale du CNAJEP : merci Édith. Au début, j'avais une interrogation sur ce que signifiait l'offre de loisirs subventionnée en moyenne deux fois plus pour les garçons que pour les filles. Vous l'avez bien détaillée. Et on comprend mieux comment choisir dans un budget de subventionner différemment des activités non mixtes et plus pour des garçons que pour des filles. Je laisse la parole à Yves.

Yves Raibaud, géographe : je vais essayer de dire autre chose qu'Édith et de faire un contretemps. Il m'est venu des idées et je vais faire un petit pas de côté sur ce que je voulais vous dire. Au-delà de ces 10 ans de travail avec Édith Maruejols et d'autres sur ce sujet des loisirs des jeunes, il y a eu des recherches menées avec l'agence d'urbanisme d'Aquitaine, les villes d'Angers et de Toulouse. Il y a une participation récente à un guide très important qui vient de paraître et qui sera bientôt en ligne. Il s'appelle « Guide genre et espace public de la ville de Paris ». Il y a des corrélations qui s'ouvrent avec Genève, Bruxelles. On voit que ce travail est en train d'essaimer. On n'est pas là pour plaider l'intérêt de la place des filles dans l'espace public. On est là pour mettre en place comme beaucoup de grandes villes européennes cette politique d'égalité filles/garçons, notamment dans les loisirs. En effet, tout le monde est persuadé maintenant que c'est une des conditions d'accès égal à l'espace public. Les travaux que j'ai menés m'ont conduit à être sollicité pour participer au conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes et par ce biais à siéger au conseil national du sport et au conseil supérieur de l'audiovisuel en tant qu'expert pour les questions égalité femmes /hommes dans la ville. C'est un engagement féministe que je revendique en tant qu'homme féministe, dont je suis très heureux et qui me permet d'avancer sur un certain nombre de sujets. Ce qui m'a frappé dans les travaux qu'on a menés, c'est qu'on est en train de soulever un énorme tabou social, celui de la violence faite aux femmes et aux enfants avec des chiffres terrifiants. Le dernier chiffre montre qu'il y a en France chaque année 85 000 viols dont 60% pour des mineurs de moins de 18 ans. Ce problème social est majeur. Cela m'a amené en préambule à essayer d'éclairer une des facettes de notre travail avec Édith, travail auquel elle est très sensible aussi, qui est ce qu'on a appelé avec ma collègue Sylvie Ayrat « la fabrique des garçons ». Je vous laisse contempler de façon catastrophée ces chiffres pour montrer l'importance de ce tabou social sur la proportion de la population pénitentiaire, des délits, des accidents mortels sur la route, des suicides suivis de décès, des morts par overdose, du tabac – encore aujourd'hui on pense que les femmes ont rattrapé les hommes, pas du tout elles meurent beaucoup moins – des décès liés à la violence conjugale – les chiffres ne sont plus les mêmes cette année, on est en train de les réviser pour y ajouter un chiffre important de défenestrations, suicides... qui ne sont pas comptabilisés – des décès traumatiques dus à la pratique sportive. On est en train de calculer le coût social du masculin sur les accidents de la vie domestique qui coûtent à peu près 800 millions d'euros par an à la collectivité nationale. Il y a plus de 25% d'accidents domestiques dus à des chutes d'échelle ou à des électrocutions et 75% dus à des accidents de sports qui sont à 90% masculins. Qui se noie en dehors des zones de bain non surveillées quand il y a le drapeau rouge ? Ce sont les hommes. Il y a peu de faits sociaux étiquetés violence qui ne soient majoritairement le fait des hommes : guerre, terrorisme, violences dans le cadre familial, violences à l'école, violences urbaines. Quand on voit apparaître un gang de filles ou une djihadiste, on dit que les filles sont aussi terroristes. Mais dès qu'on fait les comptes, on arrive à 5 ou 10%. C'est toujours ce fait massif de la violence masculine qu'il faut compter. Je suis d'accord avec Édith qu'il faut compter inlassablement les questions de sexe. Ce récit est fait au neutre. De façon très majoritaire, la violence sociale est un phénomène masculin. Quelquefois, la présence de quelques femmes violentes suffit pour neutraliser le récit. De même, on dit qu'il y a des filles dans les skates-parcs parce qu'on en

voit deux. En fait, il y a 48 garçons. Elles sont sur-visibles. On n'aime pas aborder sous l'angle du masculin. On dit les jeunes, les délinquants. Et la question posée est « Qu'est-ce qui fait que les hommes sont violents ? ». J'avais dit que je faisais un pas de côté, mais je vous ramènerai aux loisirs des jeunes.

Il y a quelques années, j'ai fait un travail avec Sylvie Ayrat d'entretiens avec des éducateurs, éducatrices, animateurs, animatrices et élus locaux. On leur a demandé ce qui faisait que les garçons étaient davantage punis à l'école, qu'ils étaient le plus délinquants, le plus les sujets des opérations de prévention de la délinquance. On a la première explication que sont les gènes, les hormones. Vous êtes suffisamment informés maintenant pour penser que les gènes et les hormones n'ont pas d'incidence sur savoir plutôt bricoler ou repasser. Cela s'appelle le genre. La deuxième explication psychologique, biologique, physico-logique, c'est la puberté. L'adjoint au maire interrogé par des étudiants pour savoir pourquoi il n'y avait pas de filles dans les skates-parcs et les city-stades disait qu'à l'adolescence c'est la pudeur, que les filles n'osent pas montrer leur corps dans l'espace public. On accuse la puberté, mais on ne va pas jusqu'au bout du raisonnement en disant que cette puberté a bon dos. Elle n'est pas naturelle, mais elle est liée à la visibilité qu'on a de la puberté des filles. On le verra par la suite. On naturalise aussi. La transformation de l'appareil génital est extérieure. Elle est doublée d'un développement musculaire. C'est cette force jaillissante des hommes. Cela entraîne une concurrence entre garçons pour s'affirmer. Chez les jeunes filles, le développement génital est intérieur, plus intellectualisé. Voilà le type d'arguments. On en a un florilège. Ils se basent souvent sur des références de gens qui ont lu des articles dans Psycho. Les garçons ont une forme de violence qui a besoin de déborder. On retrouve la métaphore sexuelle. La puberté des garçons est plus extériorisée. Ça se manifeste par un développement physique, sexuel évident, apparent. Les transformations féminines semblent plus intérieures, plus raisonnées. Les violences chez les filles sont plus psychologiques, plus personnelles.

C'est de l'ethnométhodologie. On voit les arguments qui justifient qu'on consent à la différence et qui ressortent des chiffres présentés par Édith. Quand on n'a pas d'explications biologiques, sexuelles, psychologiques, d'autres arguments arrivent. Le problème des garçons, c'est surtout les gens du voyage. Chez les Gitans, les hommes sont rois. Il ne faut pas toucher un garçon gitan, sinon on a la famille sur le dos. On a pratiquement les mêmes à Genève ou Lausanne. C'est les Kosovars ou les Roms. En Allemagne, ça va être les Turcs. Chacun a son étranger. Dans l'imaginaire collectif, les étrangers sont caractérisés par le machisme qu'on retrouve comme proposition récurrente dans les analyses racistes de ce qui se passe en ce moment dans les espaces publics. Les garçons maghrébins, dans la culture musulmane, c'est les hommes qui dominant, les grands frères surveillent leurs sœurs. Pour moi, ce sont avant tout des jeunes de quartiers. Beaucoup de Turcs, de Magrébins, d'Africains. C'est une vision positive de l'ethnicité. Les animateurs disent qu'il faut qu'on s'occupe d'eux. On leur donne des endroits où ils peuvent s'exprimer. On s'occupe d'eux. Là, on gomme le fait qu'ils soient des garçons. C'est leur altérité qui compte. Les filles marocaines, bien sûr, sont plus mures que les garçons. Elles réussissent mieux à s'occuper et elles réussissent mieux en classe. Plus besoin de gènes ou de testostérone pour analyser puisqu'on a l'argument culturel. La raison est culturelle. On a essayé de travailler sur les discours de justification qui empêchent que les choses changent parce qu'on trouve des explications. Il y a encore un autre argument qui est « ça change, courage, espoir ». C'est une pensée positive. Les choses changent parce qu'on a de plus en plus de filles violentes. Elles vont rattraper les garçons. Il y en aura bientôt autant en prison que les hommes. On aura fait l'égalité. Ça ne se passe pas, et heureusement. Quelquefois même, on accuse les juges d'être moins sévères avec les femmes qu'avec les hommes. Il y a de plus en plus de femmes violentes, de plus en plus de maris battus. Ce sont des extraits d'entretiens de gens qui sont dans l'encadrement. Un argument sexiste : on ne le voit pas parce que les filles sont plus malignes, elles font tout en douce, elles ne se font pas prendre. C'est l'argument sexiste pour dire que si les filles sont moins punies, c'est parce qu'elles sont plus intelligentes, plus perverses. C'est un argument qui sort beaucoup dans la violence conjugale. Ce sont les hommes qui pètent les plombs et qui tuent tout le monde, mais c'est la faute des femmes qui ont eu de la violence symbolique et qui les ont poussés à bout. Ce sont aussi des arguments masculinistes ou antiféministes. Les femmes victimes sont surtout dans les familles pauvres, les milieux de l'émigration. Édith en a peu parlé parce que notre temps est restreint. Mais nos études sont claires. Que ce soit dans la banlieue pavillonnaire, dans l'habitat supérieur ou dans l'habitat des tours, les inégalités filles/garçons sont les mêmes, à peine un peu plus prononcées que dans les quartiers populaires. Cet argument ne vaut pas. Il ne faut pas faire des violences entre sexes une priorité mais les traiter à égalité avec les autres discriminations. On le retrouve beaucoup dans nos milieux d'animateurs. Je dis nos milieux d'animateurs parce que j'ai commencé ma carrière comme animateur socioculturel, ancien IUT de

l'animation de Bordeaux. On a été formé aux classes sociales. On était même abreuvé de classes sociales. L'inégalité entre les sexes n'est qu'une conséquence des classes sociales. Elle est moins importante que les classes sociales. Quand on arrive dans des corpus où ce n'est pas les classes sociales qui jouent mais la domination masculine, c'est de l'aveuglement. C'est même de la mauvaise foi. Il ne faut pas relativiser les inégalités filles/garçons sous prétexte qu'il y aurait des inégalités sociales. Elles se combinent comme l'a dit Édith. On nous voit venir. On se dit que nous sommes féministes. La faute du féminisme est de polariser le débat sur les inégalités hommes/femmes et les violences faites aux femmes alors que les violences viennent d'autres facteurs. On nous a dit que nous étions de parti pris. On me l'a dit à moi qui suis dans le milieu universitaire. On est considéré comme des mauvais scientifiques parce qu'on est partial. On est considéré comme aveuglé par notre « féminisme » alors qu'on fait simplement un travail sociologique, Édith le montre très bien, en comptant les choses qui n'ont jamais été comptées avant et que, vous, vous devez compter. Vous devez devenir les propres chercheurs de vos pratiques. Il ne faut pas faire confiance aux universitaires qui ne savent pas grand-chose de ce que vous faites. Mais vous, vous devez devenir des chercheurs de vos pratiques.

Cette violence masculine est relativisée. On dirait que les violences masculines seraient naturelles, plus liées aux classes pauvres, aux cultures étrangères, ethniques. L'égalité hommes/femmes dans la violence, comme pour le reste, progresse. La violence faite aux femmes ne serait pas différente d'autres violences faites à d'autres catégories discriminées. Cet impensé collectif empêche le changement. Je vous présente une partie de mon travail que j'ai réalisé en grande partie avec Sylvie Ayrat qui est l'auteur de « La fabrique des garçons ». C'est un livre assez révolutionnaire qui est dans tous les concours de CPE, tous les concours de l'Éducation nationale. C'est sur les sanctions et les genres au collège. Elle analyse pourquoi 80% des élèves punis au lycée ou au collège sont des garçons. On a continué par une double publication qui s'appelle « Pour en finir avec les fabriques des garçons ». Ce sont des travaux collectifs. Le deuxième volume traite des sports, des loisirs et de la culture. Je reviens sur le travail d'Édith pour montrer à quel point ça se croise. Je rappelle les chiffres qu'elle a brillamment développés : trois quarts des dépenses publiques profitent aux garçons, tous équipements et loisirs confondus. On a vu que même à Aubervilliers, où il y a un effort sur la mixité des pratiques, les budgets ne suivent pas. L'axe du changement est le « Gender budgeting », c'est-à-dire le budget sensible à l'inégalité femmes/hommes. C'est un des axes majeurs. L'analyse de la thèse d'Édith est que le décrochage des filles, on avait analysé le décrochage scolaire des garçons, est le même dans les loisirs. Elle l'a très bien dit, ce décrochage des espaces publics les condamne plus tard à être plus tournées vers l'intérieur, donc soulager les hommes des tâches ménagères et de l'élevage des enfants et à être des objets sexuels dans l'espace public, c'est-à-dire matées, regardées, suivies et harcelées dans la rue. Notre travail sur l'égalité filles/garçons dans les loisirs est primordial. Les grandes villes que sont Vienne, Genève, Barcelone, Berlin travaillent sur ce sujet pour réintroduire les femmes dans la rue de façon à améliorer les ambiances urbaines. Si nous faisons le travail inverse en privilégiant les loisirs des garçons, nous sabotons ce travail d'amélioration des ambiances urbaines. C'est notre profession qui doit se caler sur ces nouvelles perspectives. On n'avait pas eu tort de les oublier parce qu'on ne les connaissait pas. Mais maintenant, elles apparaissent comme des enjeux politiques majeurs. Il faut qu'on fasse cette révolution du regard. L'élément important, c'est les lieux publics d'accès libre comme les skate-parcs, city-stades, stades, mais aussi plus anciennement terrains de boules, terrains de quilles. Ces lieux valorisent plutôt les garçons virils. Voyez ce garçon qui fait du skate sans casque et sans genouillères et qui va coûter à la Sécurité sociale. Il y a la culture du risque. Non seulement ça sépare la classe des hommes et la classe des femmes, mais ça sépare la classe des garçons dominants de ceux qui sont des mauviettes, des pédés, des gonzesses, etc. Tous les garçons connaissent cette crainte dans la cour de récréation d'être pris pour une fille ou pour un pédé. D'ailleurs, tous les garçons se font traiter trois fois par jour de pédé dans la cour de récréation, de batard, d'enculé... On a cette pression sur la classe des hommes de devoir se comporter comme ces modèles virils et masculins.

On ne travaille pas ensemble en ce moment avec Édith. Mais on travaille sur la même longueur d'onde. Je travaille avec la mairie de Bordeaux qui est exemplaire dans le domaine du sport puisqu'elle a décidé de mettre en place une politique d'égalité qui est plus difficile dans une grande ville comme Bordeaux qu'avec un contexte de petite ville. Mais on retrouve les mêmes chiffres. Vous pouvez mettre en place cette méthodologie dans vos communes. On compte le nombre de licenciés, le nombre de femmes, le nombre d'hommes. On voit qu'il y a 14 sports non mixtes masculins majoritaires pour trois sports féminins. Cela explique la faible présence des femmes dans les clubs sportifs et le fait qu'elles fassent des sports individuels soit dans des salles privées, soit en faisant du jogging. Elles ont été expulsées d'une certaine manière de la sphère des sports dominants et les sports qu'elles ont appris ne sont pas très représentés dans la proposition. Mais on voit aussi des isolats avec des sports mixtes : volley,

escalade, randonnée, natisme, athlétisme où il y a des possibilités de passage entre les deux. On pourrait repenser les loisirs des jeunes en regardant les loisirs des seniors. Quand les performances baissent, on a une plus grande mixité dans le sport, ce qui prouve que c'est possible et ce qui prouve qu'il y a cette pression sur le corps des jeunes gens et des jeunes filles pour être conformes à la norme de genre. Effectivement quand on a passé, ce qui est mon cas, un certain âge, on s'accoutume au plaisir de pratiques mixtes. Voici une carte des équipements de Bordeaux. J'ai choisi, de façon stéréotypée, le bleu pour les garçons et le rose pour les filles pour qu'ils soient lisibles du premier coup. On voit que peu d'équipements sont mixtes, que très peu sont uniquement féminins, il n'y en a que deux, des salles de gym, et que la majorité d'entre eux sont exclusivement masculins. Sur ce plan, il n'y a que des salles fermées. Il n'y a pas de skate-parcs, city-stade, terrain de boules... qui sont 100% masculins.

Ces entretiens disent naturalisation gènes, hormones, puberté. On trouve des raisons pour lesquelles les filles ne viennent pas au sport, à la culture, aux loisirs, aux manifestations. Édith a montré que c'était faux, que dès qu'on leur demandait elles venaient. Relativisation, on se dit qu'il y a de plus en plus de filles, ce qui nous empêche de faire l'effort. Ça ne va pas se faire tout seul. C'est comme pour la parité en politique, il va falloir faire un gros effort pour y arriver. Négation, on ne peut pas les forcer, c'est à elles de bouger, il y a des problèmes plus graves. J'entends souvent ça de la part des animateurs. Avez-vous le surs du corpus d'Édith Maruejols que je cite en public. On n'a déjà pas assez de terrains pour nos jeunes, comment voulez-vous qu'on trouve des terrains pour les filles ? Depuis 30 ans, je m'occupe de Ville, Vie, Vacances, ça ne fait pas longtemps qu'on parle des filles. Avant on ne nous avait jamais demandé de nous occuper d'elles. C'était des garçons qui posaient problème. Quand on pousse les responsables des politiques jeunesse dans leurs retranchements, ils avouent que c'est compliqué.

Qu'en disent les filles ? Je ne vais pas m'étaler parce qu'Édith l'a très bien dit. « Ma mère ne veut pas que j'aille au gymnase parce que maintenant que je suis grande ce n'est pas prudent ». On voit la pression sur le corps des jeunes filles. L'une dit : avant j'étais dehors, mais maintenant que j'ai des formes je n'y vais plus parce que les garçons me traitent. La sexualisation des filles à l'adolescence n'est pas qu'elles aient des seins ou leurs règles, c'est le regard des hommes posé sur leur corps. C'est une question sociale et non pas psychologique. Ça nous fait penser que la vue psychologique de ce retrait des filles est une justification de ce retrait par paresse de penser autre chose. « Avant j'allais aux vacances de la MJC, j'aime bien le sport, mais j'ai arrêté parce que j'étais toute seule ». C'est une petite fille qui aimait bien le vélo et le VTT. C'est rare parce que les filles ne font pas beaucoup de vélo en ce moment, notamment dans les quartiers. Elle était assez sportive, mais elle s'est retrouvée dans un séjour où il n'y avait que des garçons qui tiraient la bourre. Elle est tombée, elle a pleuré. Tout le monde lui a dit débrouille-toi la grosse. Et elle n'a pas voulu revenir au stage. C'est courant. « J'aurais voulu continuer l'équitation, mais c'était trop cher ». Équitation, sport de filles. 80% de filles. Grosse fédération, 800 000 licenciés en France, qui est passée à la TVA il y a trois ans. On a considéré que c'était un sport privé. C'était la même année que l'Euro de football était exonéré de TVA. Avec les lunettes du genre, on voit des macro-systèmes économiques impressionnants si on imagine que le million de supporters qui est venu boire de la bière et consommer des corps de femmes en France pour l'Euro de football était à 95% des hommes. Je fais une caricature. Parfois, ça déborde un peu. Mais on voit comment on accompagne ça, ne disant que c'est de l'activité économique et que l'équitation, par contre, on rackette. « Je faisais du turling, les majorettes, c'était super, mais je n'osais pas le dire. Il y en a un qui l'a su et il n'arrêtait pas de m'embêter avec ça ». Le turling, la gymnastique rythmique et sportive, la natation synchronisée, c'est ringard, démodé, ridicule. Une élue de Blanquefort dans la banlieue bordelaise me disait que ce n'était pas cette image de la femme que l'on veut promouvoir. Le turling bâton est ridicule. Elle aurait préféré qu'il y ait une équipe de foot féminine. On voit comment la valence différentielle des sexes se met en place. Tout ce qui est masculin rock, rap, techno, graff..., c'est utile socialement, c'est les jeunes. Tout ce qui est féminin, danse, gym..., c'est des stéréotypes, c'est ridicule. Il y a cette idée inégalitaire qui ferait qu'on voudrait empêcher, en plus, les filles d'être entre elles dans des loisirs qu'elles aiment. Non seulement elles en ont moins, mais en plus on voudrait les empêcher d'être dans des stéréotypes.

Pourquoi les filles décrochent-elles ? Est-ce que c'est important ? Est-ce que leurs activités sont importantes ? Je viens de le dire. La gym, la danse classique, pas important. Sport, rock, jeux vidéo, graff, skate importants. Asymétrie : n'encourage-t-on pas plus la promotion des filles sur les terrains masculins que l'inverse ? La fille sportive et rebelle, modèle positif. Le garçon danseur ou choriste, modèle négatif de l'efféminé. On va promouvoir les filles. Ça peut avoir un effet tonique comme la boxeuse d'Aubervilliers. J'ai été ému par cette commune d'Aubervilliers et ses quartiers qui montraient leur réussite et la réussite de filles. Ce serait bien qu'on montre aussi des filles qui réussissent dans des sports de filles ou des garçons dans des activités de filles. On ne peut pas penser symétriquement les

filles et les garçons si on ne pense pas la domination masculine. J'ai un petit extrait de trois minutes des supporters de Marseille, mais ça pourrait être ceux de Paris ou de Nantes qui crient des slogans avec des bras tendus fascistes : « Néné on t'encule, Paris Néné on t'encule, pédé on t'encule ». Ce sont les grands stades subventionnés qui paraissent indispensables aux grandes métropoles parce qu'on sait qu'avant même de remplir l'équipement il sera rempli par 90 à 95% d'hommes. Il y a cette idée qu'il faudrait canaliser la violence du peuple. C'est ce que dit Norbert Elias, mais il se trompe dans des activités défouloirs, catharsis. Après avoir crié « pédé, pédé, on t'encule », on serait défoulé. Et tous les gens qui sortent du stade seraient gentils. Ce n'est pas ce qui se passe. On vit sur des fictions de canalisation de violence et on ne voit pas que c'est toujours l'inverse qui se produit. C'est qu'on construit cette domination et cette violence masculine avec des fonds publics colossaux. Quand on dit qu'on n'a pas d'argent pour changer un plancher de danse ou pour construire une piscine, la piscine qui est un merveilleux équipement intégrateur à tous points de vue, on en a pour faire des stades. En 2012, on inaugure à Cenon dans la banlieue de Bordeaux un centre culturel. Dans les subventionneurs, il y a tout le monde : jeunesse et sport, la culture, le département, la région, l'environnement... Ils font l'ouverture avec Sexion d'assaut, un groupe, parce que c'est des cultures urbaines. Maintenant, ils chantent des chansons pour la fête des mères parce qu'ils ont vendu des millions d'albums et qu'ils sont suffisamment réputés pour s'assagir. C'est un parcours classique d'outsider. C'était à l'époque où ils étaient violemment homophobes. J'ai un lien vers un clip qui s'intitule « Te déshabille pas, je vais te violer ». On voit des garçons, sans casque, qui cabrent leur moto après avoir braqué la moto, suivis de pleins de petits gamins de 10/11 ans, que des garçons, qui crient « Te déshabille pas, je vais te violer ». Ce clip a été chargé 3 millions ou 3,5 millions de fois. Et il est inquiétant de le trouver sur les rayons de la médiathèque de Lormont dans la musique actuelle. Il y a cette question de vigilance qui fait qu'on peut travailler sur l'égalité filles/garçons. Mais si parallèlement, on laisse se développer une culture sexiste avec des moyens institutionnels, on va avoir beaucoup de mal à contrecarrer ça, et notamment dans le reflet. Les petits garçons des quartiers ou du centre-ville s'emparent de ces modèles de façon permanente pour consolider leur suprématie sur le groupe des filles, consolider leur propre virilité. Nous, travailleurs sociaux, on est obligé de découdre derrière. C'est compliqué. Si déjà on pouvait éviter de donner de l'argent à des grands stades ou à des centres culturels qui ont réintroduit en 2013 Bertrand Cantat très vite pour faire oublier qu'il avait assassiné sa femme. Ce centre fait partie de ces institutions culturelles qui ont réintroduit Bertrand Cantat dans le circuit. Qu'est-ce que ça signifie quand on est une femme victime de violences et qu'on habite à Cenon de savoir que Bertrand Cantat est sur la scène et chante ? Les élus devraient se poser la question des violences. Non pas que Bertrand Cantat ne puisse pas vendre des disques ou faire des concerts dans des endroits privés, mais pas sur des scènes publiques. Sur cette polémique de Sexion d'assaut, le maire socialiste de Cenon avait dit à la radio, il y avait eu des manifestations, que c'était un procès raciste parce que ces jeunes étaient noirs et que Sexion d'assaut reflétait l'ambiance et ce qu'aimaient les jeunes des quartiers. La démagogie consiste à dire qu'ils sont homophobes, mais que c'est parce qu'ils sont musulmans et qu'ils sont un modèle pour les jeunes de nos quartiers. Il y a une espèce de démission extraordinaire de ce point de vue-là sur la lutte contre le sexisme et l'homophobie.

L'hypothèse de travail, à mon avis et de celui du plus grand nombre de chercheurs de l'université. Les universitaires des sciences humaines et sociales, et même en biologie, qui n'utilisent pas le genre sont une minorité. Tout le monde est d'accord avec les études de genre. Par contre, la presse aime bien les gens qui disent qu'il y a un cerveau droit, un cerveau gauche. Mais ce sont toujours des chercheurs très isolés. De même que Naouri, le psychiatre qui dit que les garçons qui sont élevés sous la mère deviennent obèses et tyranniques et qui culpabilise les mères en disant que c'est de leur faute si les garçons sont rebelles, sont délinquants. Ces gens n'ont pas de crédibilité scientifique réelle. Ils ont une crédibilité médiatique. Dans le milieu scientifique, nous pensons qu'il n'y a pas plus de nature que de culture masculine, seulement des construits sociaux. On analyse que, dès qu'on déconstruit ces modèles, dès, ce qu'a montré Édith dans son travail sur la cour de récréation et d'autres, qu'on supprime le ballon et le terrain de football de la cour de récréation on arrête de séparer les filles et les garçons et on voit des coopérations se mettre en place entre petits et grands, garçons et filles. Dès qu'on supprime les jeux et les symboles de la séparation pour les remplacer par d'autres, les enfants sont ravis de transgresser la frontière de genre. Ils sont beaucoup plus contents. C'est une injonction sociale et non pas une nature, jamais. Il n'y a pas de déviance masculine. Ce sont des conduites sociales pures. Quand on est un garçon, on doit être puni, on doit être délinquant sinon on risque d'être la mauviette, le pédé, le gros qui sera harcelé, persécuté dans la cour de récréation. Des politiques publiques de prise en charge des jeunes qui favorisent les garçons, en particulier ceux qui sont conformes au standard de la virilité. Même si les politiques publiques disent ce n'est pas ce qu'on fait, le

budget dit c'est ce que vous faites. Le budget est la preuve, dans une pensée économique dominante, que ce n'est pas vrai et qu'on construit réellement cette masculinité.

Voilà quelques alternatives. Les petits garçons, dès qu'ils ont 4 ans, sont sous le feu d'une police du genre qui les assigne à un rôle de genre. Il faut l'atténuer pour qu'ils puissent diversifier leurs activités. Avec Sylvie Ayrat, nous pensons qu'une grande cause nationale pourrait être de faire chanter et danser les garçons, ce que savait faire l'éducation populaire, l'échangeabilité des rôles de sexe.

Les enjeux liés à la sexualité. Hier j'étais à Grenoble pour un colloque où il y a eu une communication de Claudine Moïse, une sociolinguiste, qui a travaillé sur les insultes dans la cour de récréation. On voit bien comment la différence et le sexisme se construisent à partir des insultes et de la manière dont on se traite. Aujourd'hui, si un garçon dit à un autre dans la cour de récréation « t'es un feuj » ou « t'es un juif », il risque 500 euros d'amende et une exclusion de huit jours s'il a 14 ans. S'il dit à un mec « t'es un pédé » ou à une fille « t'es une grosse, t'es une pute, t'es une pouffiasse », il ne risque rien du tout. On considérera qu'il est vulgaire et que c'est normal. Travailler sur les insultes, c'est travailler sur la connaissance du langage, ce qui permet de modifier le langage dans les interactions filles/garçons. Il y a aussi une stratégie genre qui consiste à dire qu'il n'y a pas que des filles d'un côté et que des garçons de l'autre. Il y a des garçons qui rêvent d'aller dans le domaine des filles, des garçons qui tombent amoureux d'autres garçons, des filles qui tombent amoureuses d'autres filles. Il y a des garçons et des filles qui ne savent pas s'ils sont une fille ou un garçon. Même s'ils sont peu, ce sont des gens qui sont fracassés par le système de la bi-catégorisation et de la mixité, qui ne trouvent jamais leur place, ou alors en jouant des coudes dans la communauté des garçons pour les filles et inversement. La stratégie pédagogique qui consiste à travailler sur la porosité et la traversée des frontières de genre en travaillant sur des performances alternatives de garçons danseurs, chanteurs, artistes, sur des performances alternatives de filles boxeuses, footieuses, etc., est toujours gagnante au niveau des ambiances de classe et des ambiances de groupes en animation. Je vous laisse à la discussion.

Audrey Baudeau, déléguée générale du CNAJEP : merci Yves. Au-delà de l'envie politique qu'on pourrait avoir pour la société de faire changer les choses, on voit avec vos premiers chiffres que le sexisme coûte beaucoup à la société. Cette question aussi est intéressante. Avec ces postures professionnelles qu'on retrouve dans le champ éducatif assez large, que ce soit les enseignants, les animateurs, on se rend compte que ce n'est pas aussi simple que ça d'avancer. J'ai suivi une étude sur des enseignants en maternelle qui étaient sensibilisés à la question, qui étaient volontaires pour être observés pendant un an et qui, en dépit de cette volonté de travailler sur cette question et de cette sensibilisation, ne distribuaient pas leur parole de la même manière aux petites filles et aux petits garçons, ne corrigeaient pas de la même manière les petites filles et les petits garçons, ne justifiaient pas de la même manière des activités de petit garçon ou de petite fille, sans le mesurer, et dès la maternelle, alors que c'était justement des professionnels qui avaient été volontaires, intéressés et sensibilisés par cette question. Comment aller plus loin ? La sensibilisation suffit-elle ? Je prends l'exemple de la communauté enseignante. Mais je pense que c'est aussi valable pour nos amis animateurs et animatrices.

Edith Maruejols, géographe et créatrice de l'Arobe (atelier de recherche observatoire égalité) : je travaille depuis plus de six ans sur un projet d'école égalitaire à Mont-de-Marsan à l'école Peyrouat. Vous pourrez trouver cette expérience sur internet. Il s'agit d'enseignants qui se sont positionnés sur cette question avec un travail d'accompagnement, des outils pédagogiques, un travail sur les contenus, sur la cour de récréation, sur la cantine. Tout est travaillé sous angle. Je travaille en face à face pédagogique avec les enfants. C'est une préoccupation du quotidien, et en même temps il faut aussi que les enfants et les jeunes eux-mêmes s'organisent sur cette question. On ne peut pas sans arrêt s'autocontrôler, s'autolimiter sur cette question. De temps en temps, je reviens. Quand on fait des débats animés par les enseignants et les enseignantes, on débriefe après. Il y a cette question et il y a surtout la question de savoir comment les enfants sont eux-mêmes en capacité. Il faut les faire discuter là-dessus ce qu'on n'a pas aujourd'hui. Je les fais regarder leur cour de récréation. Je les fais argumenter, contre argumenter. Il y a la petite fille qui dit qu'elle croit qu'elle n'a pas le droit d'aller sur le terrain de foot. On va travailler sur le vocabulaire. Il y a la question d'être petit, d'être en CP, et de ne pas aller sur le terrain de foot où vont les CM1. Ce n'est plus une question fille/garçon. C'est une question d'être petit ou grand. C'est comment un groupe de classe peut envahir et négocier ces espaces. Les enseignants ne doivent pas tout le temps intervenir. En effet, l'apprentissage de l'espace public, c'est d'abord l'apprentissage de la négociation sociale sur les micros espaces des cours de récréation. Il faut évaluer. Il faut réfléchir. Yves l'a très bien dit et c'est très important, il faut redonner

de la valeur à ces espaces qu'on a définis, l'espace des filles. Il faut faire danser les garçons. Ce sont les outils qu'on va utiliser. C'est la façon dont on éprouve le bien-être dans la relation à l'autre, dans ces mondes-là qui sont des mondes du toucher, des mondes de l'intime, des mondes du care, de prendre soin, des mondes de l'empathie qui doit être beaucoup travaillée. Il faudrait, sans arrêt, se poser cette question. Tout à l'heure, j'ai demandé aux jeunes vidéastes où était la maquilleuse alors que j'aurais dû dire aussi maquilleur. Tous les jours, je me rends compte que je peux gaffer et faillir. Il faut se faire confiance. Il faut définir un projet professionnel.

Un participant : vous n'avez pas du tout parlé de l'éducation parentale. Il y a un premier volet, c'est les parents. Comment peut-on avoir une action sur les familles ?

Yves Raibaud, géographe : je vais en dire un mot. Il faut laisser les parents de côté. Commençons déjà par avoir une réflexivité dans nos pratiques et laissons l'espace privé jouer son jeu d'espace privé. Ça se joue certainement avec les parents quand il faut faire partir les enfants en vacances. Mais, comme dit Édith, et je l'avais constaté, quand on présente un projet bien ficelé, les familles magrébines de la banlieue laissent partir leurs filles à la plage à condition de prendre un certain nombre de précautions. Vouloir faire l'école des parents est, pour moi, une pensée assez colonialiste, postcoloniale d'une certaine manière. Commençons déjà par avoir une réflexivité dans nos pratiques pour voir si ce n'est pas nous-mêmes, à notre insu, qui prescrivons les différences.

Marie-Jo Fillère : je travaille au Conseil départemental. Je suis éducatrice spécialisée de formation, mais en ce moment je suis responsable de l'observatoire départemental des violences faites aux femmes. Je n'interviens pas sur cette question que vous avez synthétisée. Ne pas oublier de faire le pendant entre les violences et l'égalité qui doit être, pour moi, un outil de prévention des violences, est fondamental. Vous avez beaucoup parlé des villes, de l'aménagement des quartiers et des équipements. Il reste tous ces jeunes qui sont au moins 50%, voire plus, de la population qui habitent les territoires ruraux pour lesquels il n'y a pas d'équipements. Je ne sais pas si des études ont été menées. Mais il y a tous ces jeunes qui sont des oubliés et pour lesquels la mixité et le travail sur l'égalité sont fondamentaux. Je suis référente de la convention entre le conseil départemental et les centres sociaux. Nous avons la chance dans l'Allier d'avoir une quinzaine de centres sociaux ruraux. Le conseil départemental a aussi signé la charte européenne pour l'égalité des femmes et des hommes dans la vie locale. Mon service pilote le plan d'action de cette charte. Nous avons introduit une nouvelle dimension dans les objectifs avec les centres sociaux et la fédération, avec un axe sur l'égalité qui comprend l'observation de l'égalité, la sensibilisation du personnel et le développement des actions. On a demandé qu'il y ait un bilan d'activité sexué parce qu'il n'y en a pas. C'est très important dans le cadre d'une association d'éducation populaire de pouvoir observer et d'être passeur de ces valeurs. J'ai observé dans les 15 rapports qui m'ont été transmis que, contrairement à ce qui est dit ici, les structures centres sociaux sont majoritairement investies par les femmes à plus de 80% dans les instances de gouvernance, dans les ateliers. Je ne parle pas des centres de loisirs où la régulation se fait à peu près à 55% et 45%. Dans les activités proposées aux adultes, voire aux ados, c'est majoritairement féminin, jusqu'à 90%. Je ne sais pas si vous pouvez en faire quelque chose. Mais je pense qu'il est important de pouvoir réfléchir sur ces données. Il est aussi intéressant de voir la composition des personnels. Dans ces 15 centres sociaux, ça fait beaucoup d'employés, il y a 80 à 90% de femmes. Et majoritairement, les activités et les ateliers qui sont proposés ne sont pas mixtes. Ce sont plutôt les femmes qui y participent. Je voulais faire cette remarque. Existe-t-il des observations et des études sur ce qui se passe dans des territoires ruraux où on n'a pas de structures et d'espaces dédiés pour les jeunes ?

Yves Raibaud, géographe : on va prendre plusieurs questions comme on a parlé beaucoup.

Simon Charteau, bureau information jeunesse de Tours : je fais partie du bureau information jeunesse de Tours et je suis militant au planning familial depuis quelques années, donc féministe. Je fais une réponse à la personne qui réagissait sur les parents. On oublie trop souvent l'influence des enfants sur leurs parents. Si on prend l'exemple du développement durable, de l'écologie, le tri sélectif, c'est les enfants qui l'ont appris majoritairement aux parents et pas l'inverse. Par conséquent, sensibiliser les enfants peut vraiment avoir un impact sur les parents.

Anne-Marie Bourrouilh, responsable à la fédération française des MJC : je suis responsable à la fédération française des MJC, donc acteur de l'éducation populaire. Vous avez parlé des MJC. Il y en a

dans la région bordelaise en effet. Je suis partagée sur vos présentations. Je partage les propos et la préoccupation que vous mettez en avant. Quand je dis que je suis partagée, c'est que dans les MJC on aborde ces questions de façon très empirique et peut-être parfois un peu éloignée du type d'études que vous renvoyez. L'éducation populaire aborde aussi dans ses fondements les questions de mixité qu'elle soit sociale, culturelle et de genre. Vous avez essentiellement parlé de la tranche des adolescents et des jeunes. On se rend compte aussi sur le terrain qu'il y a des évolutions. Vous dites que des personnes relativisent les propos sur la domination masculine. Mais il y a quand même des éléments qui entrent en ligne de compte dans les critères culturels. Vous dites qu'il y a une relativisation. J'avais envie d'en parler. Il y a une évolution de la question de la mixité. Dans des MJC, on parlait de la mixité comme d'une évidence, il y a quelques années. On n'évoquait pas l'idée de faire des activités garçons et des activités filles. On mettait en avant la mixité. On constate que si on ne met pas en avant les activités filles, on les voit disparaître de certaines actions de loisirs ou de certains équipements. Ne faut-il pas prendre en compte les critères culturels dans les quartiers avec une prégnance peut-être de la culture musulmane par exemple ? Je ne veux pas stigmatiser, mais c'est une réalité. Les filles disparaissaient de certaines activités. Et on doit faire un effort particulièrement approfondi pour continuer à avoir des filles dans certaines activités. Pour nous, se posent ces questions. Comment doit-on le traiter ? Est-ce par des activités mixtes ? Ou est-ce en redonnant de la force et de l'importance aux activités filles par exemple alors que je ne suis pas d'accord ? Je pense qu'il faut mettre en avant la mixité. Est-ce que ça passe par des activités spécifiques garçons et par des activités spécifiques filles ? Je caricature un peu, mais vous aussi.

Nathalie Planas, chef de projet jeunesse à la ville de Lyon : c'est en écho à ce qui vient d'être dit. Nous professionnels, on a besoin d'être davantage en lien avec vous les chercheurs. Comment travaille-t-on ce lien ? Comment s'enrichit-on mutuellement ? Je suis toujours très intéressée par les études. Et au bout de six mois, dans ma pratique, qu'est-ce que j'en ai fait exactement ? Comment nous, et quand je dis-nous ce n'est pas que nous les professionnels d'un côté et les chercheurs de l'autre, c'est comment on met à disposition et comment on rend disponible ces discussions et ces débats au reste de la population ? A travers quels outils ? Comment génère-t-on de la parole, du dialogue sur ces questions ? En effet, on ne va pas réfléchir tout seul. Ça ne va pas forcément être très pertinent, même ensemble. On ne le travaille pas du tout. Les chercheurs qui, réellement, font le boulot de terrain sont présents à nos côtés, s'intéressent à nos sujets, ne sont pas du tout valorisés dans la communauté universitaire. C'est l'impression que j'ai. Ils le font par militantisme parce qu'ils y croient. Je ne suis pas sûre qu'ils soient les plus médiatiques, ni les plus payés. Ce n'est pas là qu'il y a le plus d'argent pour les travaux. Vous me direz si je me trompe. Comment revalorise-t-on l'intérêt du service public de la recherche au bénéfice du public et des citoyens ? Comment travaille-t-on ensemble cette question ? Merci.

Yves Raibaud, géographe : sur la question des cultures, il y a toujours cette inquiétude, ce grand stress de voir arriver des populations nouvelles, d'avoir une radicalisation religieuse. Je rappelle que la radicalisation religieuse dans l'actualité c'est celle du Pape qui dénonce la théorie du genre et qui redonne du grain à moudre. Il y a les religions monothéistes, l'islam, la religion catholique. Je rappelle aussi que, le 16 mars dernier, une pasteur protestante, mère de famille à Bordeaux, a marié deux gays après qu'ils soient passés à la mairie. Des signaux très forts sont donnés, y compris par d'autres religions. Moi qui suis d'une autre génération, j'ai toujours été dans des écoles primaires, non mixtes, de garçons qui étaient très violentes, et dans des lycées, où la religion catholique était importante. J'étais en banlieue parisienne. Il y avait des Portugais, des Italiens. C'était le curé qui disait ce qu'il fallait faire. On sait gérer depuis longtemps ces questions de l'espace religieux et de l'espace laïque. Laïcité et mixité sont deux sujets différents. Si on croit que la baisse des violences urbaines, la baisse de la violence sociale passent par la mixité garçons/filles, il faut la travailler y compris avec les milieux culturels, les populations qui nous arrivent. Je suis tout à fait d'accord avec vous pour dire que les enfants doivent être aussi les émissaires de cette modernisation douce qui consiste, même si on est musulman à la maison ou catholique, à avoir des pratiques mixtes. Deuxième chose, sur les centres sociaux, ce que vous dites correspond. On a travaillé sur les loisirs des jeunes, mais on a travaillé aussi sur les centres sociaux. Cela participe d'une segmentation de l'animation. On s'occupe des mères de famille dans leur fonction de mère de famille à un certain âge, pour les aider dans leur fonction maternelle, mais aussi dans le cadre d'un partage des tâches qui donne aux garçons et aux hommes la sphère du politique et aux femmes la sphère du privé. Ce n'est pas pour nier l'importance des centres sociaux qui sont des lieux féministes, qui, d'une certaine manière, permettent l'émancipation des

femmes, qui permettent, par l'approche des familles, de voir tout le monde et aussi les personnes âgées, qui évitent de sectoriser. Excusez-moi, je caricature peut-être. Je veux dire qu'on a travaillé sur le formatage des jeunes à travers les loisirs des jeunes et sur la manière dont on pouvait l'éviter. Troisième chose, c'est la diffusion des savoirs. Édith n'est pas universitaire. Pour une partie de son temps, elle est chargée de mission égalité femmes/hommes. Je suis universitaire. J'ai passé ma thèse très tard. J'étais animateur socioculturel, directeur d'un centre culturel en milieu rural. J'ai travaillé dans l'insertion. Vous dites que ces recherches ne sont pas valorisées, c'est parce que toutes les recherches innovantes à l'université ne sont pas valorisées. L'université reproduit des savoirs. Par contre, on sent un frémissement des budgets. Au début, on avait 3 000 euros pour des recherches, puis 5 000, puis 10 000. On est invité partout, dans toute la France, en Belgique, en Suisse par les animateurs et les animatrices socioculturels pour travailler sur ces sujets. Ces sujets ne sont pas faciles. Ils introduisent du débat. Il y a une écoute politique parce qu'on est dans une impasse politique. C'est probablement un des sujets majeurs qui croise tous les autres des changements sociaux à venir. C'est pour ça qu'on revendique aussi le féminisme. Le féminisme politique est une possibilité de renouveler très fortement le débat politique. Je serai triste si les animateurs et les animatrices socioculturels, mes confrères, ne s'en emparaient pas. L'intérêt de la recherche est de voir les choses à un niveau macro. Il faut s'emparer de ces choses qui peuvent profondément transformer la société et également profondément transformer vos pratiques professionnelles, leur donner un souffle nouveau.

Edith Maruejols, géographe et créatrice de l'Arobe (atelier de recherche observatoire égalité) : sur la question où se jouent l'égalité filles/garçons et femmes/hommes. Que ce soit sur la question de la ruralité, de la parentalité, mon positionnement est très simple. Nous avons d'abord des métiers qui relèvent du service public. Que ce soit la définition politique d'une gouvernance, à quoi ça sert ma politique, qui est le principe fondateur de notre pays, c'est aussi la question de la redistribution, de la démocratie, c'est-à-dire que le service public sert aussi de rattrapage ou de possibilité d'accès pour chacun et chacune d'entre nous au loisir, à la santé, à l'espace politique... C'est d'abord un objectif sociétal inscrit dans nos textes qui fait que, quand on travaille dans la fonction publique territoriale, quand on travaille dans des métiers de l'éducation, de la valeur éducative, cette question-là doit se poser dans ce cadre-là. Je suis aussi d'accord pour dire que les politiques à l'école qui font dire aux enfants qu'il ne faut pas fumer, qu'on ne met pas le plastique dans la poubelle noire et qu'il y a des problématiques écologiques, sont très efficaces. C'est très bien. Cela veut dire que si on attaque cette question dans l'espace éducatif, et en particulier à l'école, demain nos enfants rentreront et diront que le foot c'est pour les filles et les garçons, qu'il n'y a pas de métiers de filles et de métiers de garçons et qu'il est possible de construire l'alternative tous ensemble. C'est important, même dans le rural. Il existe des équipements. Dans les travaux que j'ai menés dans les années 2 000, déjà on pensait la maison des jeunes. Il y avait des espaces autogérés. On parlait de rien pour essayer de répondre. On a créé les services jeunesse même dans les espaces ruraux. Je pense que quasiment toutes les communes de France, lorsqu'elles le peuvent, se sont posées la question des city-stades et des skate-parcs. Nous sommes suréquipés. On construit encore ces équipements-là comme on construisait des terrains de tennis avant ou des boulodromes en ville ou dans les espaces ruraux. Il y a l'accroche. Où sont nos jeunes ? Vous avez parlé de l'évidence de la mixité. Il faut la dépasser. Je travaille dans des écoles. Quand j'arrive je leur dis qu'on va regarder leur degré de mixité. Les gens me demandent d'où je sors, qu'il y a la parité dans l'établissement, que les filles et les garçons sont mélangés en classe. Je leur dis qu'on va regarder comment les enfants jouent ensemble, comment ils mangent ensemble, quels sont les propos de la dispute, comment cette question est traitée de manière pédagogique. Ce n'est pas parce qu'on ne fait pas d'inégalité. On est tous et toutes dans de la justice sociale. Nos métiers sont des métiers de rattrapage, d'accompagnement. Il est juste d'accompagner les garçons. Je ne dis pas que la politique, au début dans les années 80, qui était construite sur la politique de la ville avec des équipements pour les garçons, n'était pas juste. Elle est juste. Mais c'est un prisme politique. Elle ne répond pas à la question de l'égalité filles/garçons. Soit c'est important, soit ça ne l'est pas. Soit on fait un constat, soit on ne le fait pas. On traite une forme de question. On ne traite pas l'autre. Ce n'est pas parce qu'on ne fait pas d'inégalité, qu'on ne discrimine pas au quotidien, qu'on fait l'égalité filles/garçons. Ça demande une méthodologie de travail. Ça ne se fait pas naturellement. C'est ça qu'il faut travailler. Ça n'a rien à voir avec l'appétence supposée culturelle ou ethnique. Je le dis, dans tous les territoires où j'ai travaillé, cette question est subsidiaire. C'est la capacité qu'on a à engendrer du vivre ensemble et du collectif et à proposer. Je finirai là-dessus. Les adolescents de notre pays sont ensemble au collège. Ils ne sont plus ensemble dans les secteurs de loisirs. La norme, c'est la non mixité. Faut-il qu'il y ait tout le temps de la mixité ? Ça m'est égal. Aujourd'hui, nous devons

reconnaître que la norme, c'est-à-dire ce que nous proposons à être ensemble dans les valeurs éducatives filles/garçons, c'est la non mixité dans le loisir. C'est la norme. Peut-être faut-il équilibrer ? Peut-être que l'activité mixte va servir à poser ces sujets et qu'il n'y a pas d'espaces alternatifs dans lesquels les filles et les garçons à l'adolescence sont en capacité de verbaliser ce qui se passe sur leur corps, sur la rencontre, sur les sentiments amoureux, sur les sexualités, sur la sexualité. Vous avez raison de le rappeler, c'est essentiellement l'enjeu, c'est résoudre les violences parce que, dans notre pays, les violences des hommes sur les femmes, des hommes entre eux ne faiblissent pas, ne varient pas, ne frémissent pas. C'est important. L'objectif central est la résolution des violences.

Audrey Baudeau, déléguée générale du CNAJEP : il ne s'agit pas de conclure parce que c'est une conférence qui doit ouvrir la réflexion et les actions. J'avais envie de retenir avec vous certaines choses, notamment qu'il faut faire danser les garçons, qu'il faut compter et observer, qu'il faut faire confiance aux enfants et aux jeunes. J'ai aussi retenu d'avoir des projets politiques qui posent cet enjeu, qu'il soit clair, l'importance des passerelles entre recherche et action et acteur, notamment autour des recherches actions. L'idée de ne pas fondre les questions et les problématiques me paraît importante. Il y a des questions de mixité. Il y a des questions de laïcité. Il y a des questions culturelles. Ces questions sont toutes à aborder et à observer. Il ne s'agit pas de se dédouaner de l'une derrière l'autre. Il est important de les aborder toutes. Faire danser les garçons me plaît beaucoup. Merci pour votre écoute et vos ajouts.